

## LES CRISES MALGACHES VUES PAR LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DE MADAGASCAR

Étude des communiqués publiés de 1889 à 2014

Ketakandriana Rafitoson

De Boeck Supérieur | « [Afrique contemporaine](#) »

2014/3 n° 251 | pages 69 à 92

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804193249

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2014-3-page-69.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Ketakandriana Rafitoson, « Les crises malgaches vues par la conférence épiscopale de Madagascar. Étude des communiqués publiés de 1889 à 2014 », *Afrique contemporaine* 2014/3 (n° 251), p. 69-92.

DOI 10.3917/afco.251.0069  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Les crises malgaches vues par la conférence épiscopale de Madagascar

## Étude des communiqués publiés de 1889 à 2014

**Ketakandriana Rafitoson**

**L'État malgache est laïc mais l'Église a toujours tenu un rôle prépondérant dans la vie politique malgache. À travers ses écrits, ses communications et analyses, l'Église catholique a décortiqué la vie politique et sociale malgache et ce depuis le début de la colonisation. À travers l'analyse inédite des écrits des évêques, nous proposons d'étudier les grilles d'interprétation des crises malgaches produites par les ecclésiastes catholiques. Ce travail nous permet de voir dans quelle mesure des éléments récurrents de crise sont identifiés par les analyses politiques de l'Église catholique malgache depuis 1889.**

**Mots clés :** Madagascar – Crise – État – Église – Conférence épiscopale

**D** « Dans les conflits qui secouent l'Afrique, l'Église doit être un arbitre dont l'impartialité ne doit pas être mise en discussion. Les prises de position de l'évêque se doivent d'être impartiales vis-à-vis du pouvoir politique et des idéologies des différentes formations à caractère politique ou tribal. Une telle impartialité devrait lui permettre d'être en position favorable pour dénoncer les abus de ce même pouvoir, ainsi que les manipulations du peuple par certains politiciens, et défendre avec énergie les petites gens qui voient, impuissants, leurs droits foulés au pied<sup>1</sup>. »

L'histoire de Madagascar est parsemée de crises politiques, accompagnées de crises sociales et économiques qui ont mis à mal la construction de l'État et compromis l'institution d'un système démocratique. Divers auteurs ont déjà exploré les causes et décrit le déroulement de ces crises (Razafimpahanana, 1993 ; Ravaloson, 1994 ; Urfer, 2010 ; Randrianja, 2012), mais souvent de façon segmentaire, en se focalisant uniquement sur une période donnée, aboutissant à des analyses pertinentes, mais limitées, des causalités. Cette étude n'a pas la prétention de dépasser ces travaux, car il serait impossible de définir

**Ketakandriana Rafitoson** est  
doctorante en science politique à

l'Institut d'études politiques  
de Madagascar.

exactement les racines profondes des crises malgaches successives en quelques pages. Toutefois, elle se propose d'analyser ces crises à travers un cadre encore peu exploré, celui de l'Église catholique, en passant au crible les communiqués à caractère politique publiés par la conférence épiscopale de Madagascar (CEM).

Le choix de lire les crises malgaches et d'essayer de les comprendre à travers les yeux de la CEM n'est pas fortuit, car l'Église catholique et les organisations culturelles en général ont toujours tenu un rôle important dans l'histoire de la société malgache. Instrument politique, soutien psychologique et économique face à l'adversité, moyen de pression, garde-fou, la chrétienté, qui concernerait aujourd'hui environ 50 % des Malgaches, est un phénomène qui ne peut qu'intéresser la science politique.

Les principaux objectifs de cette étude, dans laquelle il est assumé que l'Église fait partie de la société civile (Salamon *et al.*, 1999), sont de déterminer les causes profondes des crises malgaches à travers la lecture des communiqués de la CEM et de voir dans quelle mesure ces écrits ont pu influencer l'évolution des crises malgaches. Le corpus utilisé à cette fin est constitué par les sept recueils de communiqués publiés par la CEM depuis 1889 dans la série Église et société des éditions Foi et justice, et des communiqués émis par la CEM depuis 2011 qui seront publiés en 2015 dans un huitième recueil. Au total, 124 communiqués ont été lus, puis triés. Seuls ceux qui ont une connotation politique ou comportant un message politique (98 au total) ont été retenus pour analyse.

Après une première partie consacrée à une brève présentation de la méthodologie et du corpus utilisés, et de la structure et du fonctionnement du CEM, cinq autres parties seront chacune consacrées aux cinq sous-périodes étudiées : avant 1960, de 1960 à 1975, de 1975 à 1992, de 1992 à 2000, puis de 2000 à 2014. L'étude se terminera sur une discussion et une mise en perspective de l'action de la CEM.

## Notes méthodologiques et contextualisation

Une analyse discursive des communiqués de la CEM, reposant sur un champ de mots-clés défini pour cadrer le travail et aider dans la sélection des communiqués pertinents, correspondant aux objectifs de la recherche, est proposée. Ce champ de mots-clés a été conçu autour de l'index thématique proposé par la CEM elle-même dans le quatrième tome de la série « Église et société », se rapportant à la période 1990-1995, et qui a été étoffé par un relevé manuel des mêmes mots-clés dans les communiqués ultérieurs. Cet index thématique

**1.** Synode des évêques, II<sup>e</sup> assemblée spéciale pour l'Afrique, « L'Église en Afrique, au service de la réconciliation et de la paix », cité du Vatican, 2006.

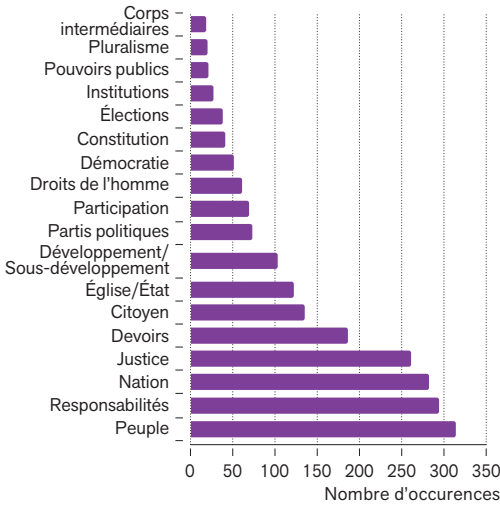
**2.** Cette analyse a montré que les dix mots-clés les plus récurrents dans

l'ensemble des textes publiés par la CEM sont : l'Église, la vie, le peuple, les responsabilités, la justice, la société (et le « social »), le développement (et le « sous-développement »), la famille et l'évangile.

**3.** Date à laquelle Mgr Pierre Dalmond, à la tête d'une mission d'évangélisation, consacre le pays à l'Immaculée Conception. La première eucharistie dans une église malgache ne sera cependant célébrée officiellement qu'en 1855.

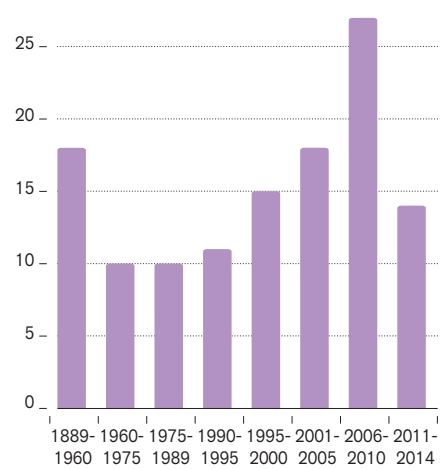
## Fluctuation des communiqués et orientations politiques de la Conférence épiscopale de Madagascar (1889-2014)

### Les mots-clés à connotation politique



Source : Élaboration et calculs de l'auteur.

### Nombre de communiqués par recueil



La Conférence épiscopale de Madagascar (CEM) a publié 124 communiqués depuis 1889, classés dans 7 recueils (le 8<sup>e</sup> est en cours de publication). Le but du travail étant d'analyser la position de la CEM pendant chaque crise politique, il a fallu repérer les communications à caractère politique sur la base d'une grille de 140 mots-clés. Après un relevé manuel de l'occurrence des mots-clés répertoriés dans le graphique 1 dans des textes polycopiés, 98 communiqués ont été retenus pour l'analyse. Le graphique 2 représente quant à lui le nombre de communiqués par recueil, révélant leur fluctuation dans le temps.

Edigraphie, 02/2015.

compte 140 mots clés dont la classification et l'analyse de récurrence font ressortir ses principales préoccupations<sup>2</sup>, basées sur l'évangélisation et la promotion de la doctrine sociale de l'Église.

Au-delà des mots-clés généraux, une liste des mots-clés à connotation politique se référant à l'État, aux institutions, aux partis politiques et aux aspects politiques de la vie de la nation, a été constituée et représentée dans le graphique suivant. Les notions de peuple, de responsabilité, de nation et de justice sont les plus reprises par la CEM.

En dernier lieu, il est intéressant de présenter la répartition des communiqués de la CEM dans le temps, en prenant pour référence les dates de publication des recueils. Si le nombre de communiqués publiés est assez constant d'une année à l'autre – étant donné que les évêques tiennent quatre réunions par an, à l'issue desquelles ils publient leurs réflexions – il faut néanmoins noter que la productivité des évêques a connu un pic (27 textes en 5 ans) lors de la période 2006-2010 qui a vu l'éclatement de la crise de 2009 et les troubles qui s'ensuivent.

L'Église catholique est implantée à Madagascar depuis 1844<sup>3</sup>. Elle ne perd aucune occasion de rappeler qu'elle ne fait pas de la politique. Pourtant,

elle reconnaît que certaines de ses activités – notamment l'enseignement et la presse catholiques – ont une dimension politique.

L'action catholique repose sur la doctrine sociale de l'Église qui, selon la définition du pape Jean-Paul II, « n'est pas une idéologie, mais la formation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international, à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale. Son but principal est [...] d'orienter le comportement chrétien ».

L'Église catholique, où qu'elle soit implantée, n'aspire pas à conquérir le pouvoir politique et ne peut pas dicter aux gouvernants la forme d'État à adopter ou les institutions à ériger, mais se réserve le droit d'interpeller l'ensemble des acteurs politiques lorsqu'elle estime que les intérêts du peuple sont malmenés, en vertu des principes de la doctrine sociale de l'Église. Elle se pose également en prophète chargé de prévenir les maux qui risquent de miner la société sous tous ses aspects et de proposer des pistes de réflexion visant à redresser ce qui doit l'être. L'Église a bien une force politique et elle est écoutée – à des degrés variables – par une frange de citoyens qui lui fait plus confiance pour défendre leurs intérêts qu'aux institutions politiques ou aux politiciens (Liberty 32 et FES, 2013). Elle est donc à la fois une passerelle qui lie les gouvernants aux gouvernés et une institution à part entière qui véhicule, du moins théoriquement, une image de pondération, de neutralité et de sagesse. La CEM constitue l'un des éléments de cette passerelle.

La CEM comprend aujourd'hui 21 évêques, accompagnés de 6 évêques émérites. Elle tient deux types de réunions : celles du Conseil permanent<sup>4</sup> (dix membres dont un secrétaire), en février et en août, et celles de l'assemblée plénière ordinaire, en mai et en novembre. Les communiqués à caractère politique sont le plus souvent issus de ces assemblées plénières ordinaires, même si des sessions extraordinaires peuvent être convoquées en cas d'urgence.

Lors de ses réunions, la CEM constitue un groupe de rédaction composé de quelques évêques. Selon la complexité du sujet à traiter, elle peut faire appel à un expert, neutre et apolitique, qui va délivrer une conférence préalable servant de base à ses futures réflexions. Après cette conférence, le groupe de rédaction rédige un premier jet du communiqué qui sera mûri pendant la durée de la réunion (quinze jours en moyenne). Une fois validé, le communiqué est lu à la radio Don Bosco, puis publié dans l'hebdomadaire Lakroan'i Madagasikara, avant d'être disséminé dans les diocèses et mis à la disposition de tous ceux (entités ou individus) qui veulent se le procurer.

**4.** Il se consacre surtout à la vie de l'Église catholique malgache. La réunion de février est dédiée à l'étude des mouvements nationaux tandis que celle du mois d'août est consacrée à la résolution des divers problèmes pouvant se présenter dans les diocèses.

L'assemblée plénière se focalise quant à elle un peu plus sur les problèmes de la nation.

**5.** « Église et société à Madagascar », n° 1, « Textes bilingues des évêques de Madagascar (1889-1960) », Antananarivo, Foi et Justice, 1990.

**6.** L'esclavage fut officiellement aboli à Madagascar le 26 septembre 1896, affranchissant près de 300 000 personnes.

**7.** Déclaration du comité archiépiscopal de l'Action catholique (France) du 27 janvier 1933.

La dénomination des publications de la CEM change selon la nature de leur contenu et de leur cible. La CEM publie des « communiqués » face à une urgence, adresse des « lettres pastorales » aux paroisses et publie des « lettres à la nation » lorsqu'elle veut s'adresser à toutes les composantes de la nation (citoyens et dirigeants, sans distinction de religion, d'appartenance politique ou de catégorie sociale). Pour les besoins de cette étude, le terme générique « communiqué » sera utilisé pour désigner toutes les publications de la CEM. La longueur des communiqués varie selon plusieurs facteurs. Elle va d'une demi-page à plus d'une quinzaine de pages, selon l'objet du communiqué, le temps pris par les évêques pour l'élaborer, ses destinataires, etc.

### **Les écrits politiques de la Conférence épiscopale avant 1960**

Le premier tome<sup>5</sup> des recueils de communiqués de la CEM regroupe vingt textes dont une partie se consacre à l'enseignement des devoirs et responsabilités du chrétien, à l'enseignement de la doctrine sociale de l'Église et à la promotion générale de la justice et de la paix. L'engagement et la contribution de l'Église dans la lutte pour l'abolition de l'esclavage à Madagascar<sup>6</sup> méritent notamment d'être signalés et reconnus, tout comme les travaux sur le Code du travail promulgué en décembre 1952. Au-delà de cet aspect social et humain, une partie importante du contenu de ce premier recueil traite également de politique, notamment en ce qui concerne les luttes pour l'indépendance (Randrianja, 2001). De l'annexion de Madagascar par la France, en 1896, à la « délivrance » de 1960, l'Église a servi de tampon entre les parties et de rempart contre les dérives.

Dès 1934, lors de leur première conférence, les vicaires et préfets prennent position à propos du nationalisme malgache qui s'est fait de plus en plus agressif à partir de 1930, en se référant à une déclaration du comité archiepiscopal français de l'Action catholique en date du 27 janvier 1933 : « L'Église [...] approuve et favorise un juste nationalisme, celui qui veut à son pays sa sécurité, [...] mais elle demande que ce nationalisme soit chrétien<sup>7</sup>. » Même si ce premier communiqué officiel de la CEM essaie de raisonner le nationalisme malgache et d'apporter des recommandations neutres aux deux camps, on y sent un certain penchant pour la France, ce qui est compréhensible puisqu'à l'époque, tous les évêques étaient des Européens, le premier évêque Malgache, Mgr Ignace Ramarosandratana, n'ayant été sacré qu'en 1939. Le 24 septembre 1946, après le triomphe des nationalistes du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) et la percée plus modérée du Parti des déshérités de Madagascar (PADESM) aux élections de 1945-1946, les évêques reconnaissent la légitimité de l'aspiration du peuple malgache à s'administrer lui-même. Toutefois, ils mettent en garde les prêtres et religieux catholiques contre toute prise de position politique.

Après les tragiques événements du 29 mars 1947, les évêques déclarent que « [...] Le nationalisme est absolument légitime. Mais [...] un nationalisme

qui détourne de Dieu et dénigre ses lois, n'en est pas un<sup>8</sup> », semant un doute certain dans l'esprit de leurs fidèles qui s'attendaient à une condamnation plus véhémement des exactions commises au lieu d'une critique exacerbée contre le mouvement nationaliste, qualifié de xénophobe et associé à des pratiques ancestrales « contraires à la foi chrétienne » dans la note explicative du communiqué, publiée dans le recueil.

Dans le communiqué « Paroles de pères et de chefs » du 2 octobre 1949, les évêques insistent sur les dangers du communisme et du marxisme-léninisme. Se défendant formellement d'être contre le nationalisme malgache, ils rappellent que le Pape condamne seulement les principes matérialistes, mais que ceux qui persisteront dans leur position seront néanmoins excommuniés. Une prise de position politique radicale de l'Église qui récidivera en prévision des élections législatives de 1951.

L'adoption de la loi-cadre Gaston Defferre, le 23 juin 1956, est fortement décriée par les nationalistes. Les « ordinaires »<sup>9</sup> de Madagascar invitent alors les nationaux au calme et à la collaboration dans leurs communiqués du mois d'août. Des élections provinciales furent programmées pour le 31 mars 1957, afin de mettre en place les institutions destinées à mettre en œuvre la Loi-cadre. Devant l'importance de ces élections, Mgr Claude Rolland, évêque d'Antsirabe, prit l'initiative d'écrire une lettre, intitulée « Le devoir du temps présent » et publiée le 25 décembre 1956, enjoignant les fidèles à voter et à concrétiser leur désir d'indépendance, mais aussi à choisir les candidats selon leur programme.

En 1958, l'institution de la Cinquième République en France accéléra la marche vers l'indépendance des colonies africaines et les archevêques francophones du continent se réunirent à Dakar en avril de la même année pour se pencher sur cet avenir proche de la décolonisation. Dans leur communiqué du 26 avril 1958, ils mettent l'accent sur les dangers et le mirage de la conception marxiste et communiste de l'État et de la société. Ils prônent plutôt une révolution en douceur centrée sur l'homme. Une révolution qui s'appuie notamment sur ce que les prélats appellent « corps intermédiaires », c'est-à-dire les mouvements de jeunesse, les organisations syndicales, la famille et l'école chrétienne. En un mot, c'est une promotion de la société civile, du moins de la société civile chrétienne, catholique, comme force de changement, bien avant que ce terme ne devienne populaire.

En vue du referendum du 28 septembre 1958 qui proposait aux territoires coloniaux un statut de République fédérée au sein d'une Communauté française, et après le passage du général de Gaulle à Antananarivo le 22 août 1958, Mgr Claude Rolland reprit sa plume pour inciter les fidèles à voter massivement le « oui » afin de « clore l'ère de la colonisation ». Le projet fut adopté

8. *Idem*, p. 59.

9. Le terme « ordinaire » désigne l'évêque d'un diocèse qui, par sa

fonction, a une responsabilité juridique et a le pouvoir de juridiction dans tous les domaines de la vie

ecclésiastique. Donc, compris simplement, ce mot est synonyme d'« évêque ».

par 77 % des votants, déclenchant la proclamation de la République le 14 octobre suivant, ainsi que l'abolition de la loi d'annexion du 6 août 1896. Madagascar était en théorie délivré de la France, mais le travail à abattre pour construire la nouvelle nation demeurerait colossal.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1958, les évêques publient un texte intitulé « Madagascar devant l'élaboration de sa constitution », qui cherche à donner à la future Assemblée nationale constituante des pistes de réflexion destinées à l'aider dans l'élaboration du texte fondateur de la Première République. Le besoin d'un État démocratique régi par le désintéressement et au service de l'homme, d'une unité nationale forte, et de sociétés intermédiaires libres et dynamiques, est notamment évoqué. La Constitution est finalement adoptée le 28 avril 1959 et Philibert Tsiranana est élu président de la République malgache le 1<sup>er</sup> mai 1958. L'indépendance de Madagascar est officiellement proclamée le 26 juin 1960, date à laquelle le pape Jean XXIII adressa deux lettres de félicitations, respectivement au président Tsiranana et au peuple malgache.

L'Église a essayé de prendre part à la résolution de cette première période de crise malgache qui a été caractérisée par la lutte pour l'indépendance. Malgré ses prises de position parfois radicales et ses critiques acerbes contre une certaine forme de nationalisme, il faut reconnaître qu'elle a contribué à la construction et à l'émergence d'une conscience civique malgache qui sera rudement mise à l'épreuve lors des prochaines phases de crise.

### **Les crises sous la Première République (1959-1972) et pendant la période transitoire (1972-1975)**

Le second recueil de textes de la CEM se concentre plus sur l'engagement social des chrétiens, mais offre d'intéressantes contributions à l'analyse des événements politiques de l'époque et à la compréhension de l'étiollement progressif des espoirs suscités par le retour à l'indépendance en 1960. Comportant dix textes, ce recueil est également marqué par la malgachisation du clergé catholique, puisque de plus en plus d'évêques malgaches composent désormais la CEM – dont Mgr Jérôme Rakotomalala, sacré archevêque d'Antananarivo en 1960 – permettant une vision plus locale des faits.

Le 1<sup>er</sup> mai 1964, Mgr Claude Rolland publie une lettre sur le développement économique qui est censé être l'une des conséquences incontournables de l'accession à l'indépendance mais qui, dans les faits, tarde à se produire et se fait de manière inégalitaire. Alors que les tensions montent un peu partout dans l'île, et que, paradoxalement, Philibert Tsiranana est réélu pour un troisième mandat par 99,97 % des votants, les évêques publient une lettre intitulée « Église et développement à Madagascar » le 26 mars 1972. Beaucoup des contestataires de l'époque trouvèrent dans cette lettre la traduction exacte de leurs revendications et la description des maux qu'ils essayaient de combattre. Elle relève deux catégories d'obstacles au développement qui empêchent l'ensemble de la communauté malgache d'accéder de façon équitable au progrès :





**Première messe œcuménique à Madagascar en crise.** Cette photographie représente le premier culte œcuménique célébré à Madagascar, au stade de Mahamasina le 19 mai 1972, rassemblant les Églises catholique, luthérienne et protestante. Ce culte fait suite à l'appel au calme lancé par les trois chefs d'Églises le 15 mai sur les ondes de la Radio nationale malgache, et se déroule au lendemain de la remise des pleins pouvoirs au général Ramanantsoa par le président Tsiranana.  
Photo de l'agence ANTA à Antananarivo, Album VM1, n°2632, Antananarivo, 19 mai 1972.

les abus de droits, la domination économique étrangère, l'accès limité à l'information, les coûts inégaux de l'enseignement et la détérioration des termes de l'échange qui sont classés comme des « obstacles structurels », et le mépris du pauvre et la corruption qui constituent des obstacles « provenant du cœur de l'homme ». Parmi les solutions qu'ils proposent, les évêques prônent l'engagement des laïcs en politique pour aboutir à la construction d'une société plus juste.

C'est alors qu'éclatent les événements du 13 mai 1972 sur lesquels nous ne reviendrons plus ici, vu l'importante littérature qui existe sur le sujet (Randriamamonjy, 2006 ; Ralibera, 2007). La première réaction des évêques, conjointement avec les représentants des Églises anglicane et protestante, fut d'intervenir à la radio nationale le 15 mai pour appeler à un retour au calme.

**10.** Terme désignant généralement la frange de la population qui ne détient aucun pouvoir et qui peine à survivre, souvent associé au mot *vahoaka*

(« peuple ») et traduit ici littéralement par les évêques par les « petits ».

**11.** « Appel des Églises chrétiennes à Madagascar à tous les Malgaches »,

publié dans « Église et société à Madagascar », n° 2, p. 253.

Leurs déclarations furent ensuite traduites en un communiqué intitulé « Pour que reviennent la paix et l'ordre ». C'est la première fois dans l'histoire des Églises à Madagascar qu'elles s'unissent pour faire front à une situation politique chaotique et se posent en médiateurs. Les prélats obtiennent notamment des autorités la promesse de renégocier les accords de coopération conclus avec la France – faisant partie des motifs de contestation des étudiants. Les événements bousculent la sortie du président Tsiranana de l'arène politique et le poussent à remettre les pleins pouvoirs au général Ramanantsoa le 18 mai. Un culte œcuménique, le premier du genre, fut célébré à Mahamasina deux jours plus tard, marquant d'une certaine manière l'approbation ouverte du nouveau pouvoir par les Églises chrétiennes.

Malgré l'institutionnalisation du pouvoir du général Ramanantsoa par le biais d'une loi constitutionnelle votée par referendum le 8 octobre 1972, l'apaisement se fait toujours attendre et des conflits – dont certains à caractère ethnique – continuent d'éclater dans plusieurs régions de l'île. Les évêques s'en inquiètent et identifient parmi les causes profondes de cette instabilité les déceptions face à trois aspirations majeures qui animent les Malgaches depuis 1960 : l'aspiration à l'indépendance nationale, l'aspiration à la justice, et l'aspiration à la liberté et au dialogue.

Le 25 décembre 1973, les évêques publient « L'Église et la politique ». Cette lettre fait de l'éducation civique en posant les devoirs du chrétien en politique : renouveler constamment sa mentalité, mieux s'informer des affaires nationales, et s'intéresser continuellement à la politique, même en dehors des périodes électorales. Ce texte est aussi fortement critique envers le régime Ramanantsoa, accusé d'opprimer les *madinika*<sup>10</sup> : « Une politique qui se contente de proclamer "qu'on aidera les petits, qu'on améliorera leur sort", mais qui ne fait que défendre et aggraver les différences de niveaux de vie entre les riches et les pauvres, une telle politique est injuste, et l'Église catholique de Madagascar la refuse. »

Le général Ramanantsoa remet ses pouvoirs, le 6 février 1975, au colonel Ratsimandrava qui mourût assassiné six jours plus tard. Les chefs des quatre Églises chrétiennes malgaches firent l'éloge du *fokonolona*, œuvre majeure de Ratsimandrava, dans leur « Appel à tous les Malgaches », le 25 février 1975 : « Le peuple s'est largement épanoui dans ce *fokonolona* depuis son instauration : il a commencé à espérer d'un véritable espoir, en même temps qu'il s'est employé à renforcer l'entente mutuelle et une vraie collaboration dans le travail. C'est pourquoi les Églises ont le ferme espoir que les autorités du pays ne décevront pas le peuple<sup>11</sup>. »

Le recueil consacré à cette deuxième période de crise qui fut caractérisée, après quelques années de répit politique et social au lendemain du retour à l'indépendance, par la chute de Tsiranana, par l'entrée au pouvoir des militaires à travers une transition problématique et par des réflexions initiées notamment par la CEM sur la possibilité et les limites d'un développement à la malgache, se referma sur cet incident.

## Les crises sous la Deuxième République (1975-1992)

La période socialiste s'ouvre avec l'accession de Didier Ratsiraka au pouvoir le 15 juin 1975, mais surtout avec la promulgation du Livre Rouge et de la constitution, respectivement le 26 août et le 21 décembre de la même année. D'après les dispositions du Livre Rouge, la révolution ainsi engagée a pour objectifs d'instaurer un ordre social nouveau où règne la paix, de forger un homme malgache nouveau, de développer tous les hommes sans distinction, d'éliminer l'exploitation des petits, de supprimer l'injustice et les différences de classe, et de décentraliser vraiment le pouvoir, l' avoir, les connaissances, le savoir-faire et le faire-savoir<sup>12</sup>. Ces objectifs correspondent à la vision et aux principes de la doctrine sociale de l'Église. Ce qui explique peut-être pourquoi l'Église semble prendre de bon aloi l'orientation politique choisie par Ratsiraka, du moins dans les premières années du régime, et ne cesse de proposer des pistes de réflexion pour aiguiller la construction des institutions et de la nation en général. Le communiqué « La société, l'Église et la nation », publié le 25 décembre 1975 suite au Synode national d'octobre met l'accent sur les droits de l'homme et la recherche du bien commun, mais également sur la nécessité pour les chrétiens de se mettre au service de la nation et de dépasser le simple stade de l'observation et de la critique.

Le 23 novembre 1977, après un silence de presque deux ans, la CEM publie un communiqué intitulé « Le respect de la dignité de l'homme », dans lequel les évêques dressent un bilan plutôt négatif du socialisme malgache qui semble produire l'effet inverse des résultats escomptés. L'insécurité, l'absence de ravitaillement en produits de première nécessité, la montée en flèche de la corruption, l'utilisation du tribalisme comme outil politique et moyen d'oppression, ainsi que la politique antireligieuse de l'État sont dénoncées par les évêques. Le projet du pouvoir révolutionnaire de nationaliser les établissements scolaires, dans le but d'harmoniser et de malgachiser l'enseignement, ne fit que donner un grief supplémentaire à l'Église catholique qui s'y opposa fermement dans son communiqué du 31 mai 1979 qui trouva écho auprès de l'Église protestante. Le veto conjoint des deux Églises chrétiennes, associé à d'autres protestations, aboutit à la promulgation du décret du 11 juillet 1979 reconnaissant l'enseignement libre.

L'année 1979 voit également survenir un autre événement marquant : l'institution officielle du Conseil des Églises chrétiennes à Madagascar (FFKM en malgache) le 26 novembre. Le FFKM regroupe les Églises catholique, luthérienne, protestante et anglicane et même si l'objectif officiel de sa création est d'avancer vers l'unité de la foi, il est certain que les Églises chrétiennes ont

12. Livre Rouge, p. 9-18.

13. « Église et société à Madagascar », n° 3, « Textes bilingues des évêques de Madagascar », Antananarivo, Foi et Justice, p. 61.

14. *Idem*, p. 164.

15. La visite *ad limina apostolorum* est la visite quinquennale que tout évêque catholique est tenu de faire à Rome. Elle inclut une rencontre avec le pape, pour discuter de la situation de l'Église

dans le diocèse dont l'évêque est en charge, ainsi qu'un pèlerinage aux tombeaux des apôtres Pierre et Paul. En règle générale, les évêques d'un même pays effectuent ensemble la visite *ad limina*.

également décidé de se réunir pour des raisons plus politiques, notamment afin de mieux asseoir leur statut de contre-pouvoir. Dans ce premier communiqué, le FFKM clame que « l'Église est dans la nation et a des devoirs envers elle. [...] Et elle n'a pas le droit de se taire dans les circonstances où elle a un message à apporter, comme les prophètes. [...] Elle doit être écoutée avec respect, même si ce qu'elle dit est désagréable à entendre<sup>13</sup> », voilant à peine sa position par rapport au régime en place.

Le début des années 1980 fut marqué par de nombreux affrontements entre les forces de l'ordre et les citoyens, occasionnant parfois des pertes en vie humaine. Cette situation amena plus d'une fois les évêques à plaider en faveur du respect de la vie et à réclamer des changements de comportement à tous les échelons pour assurer le salut de la nation.

Le 27 juillet 1980, le cardinal Victor Razafimahatratra, archevêque d'Antananarivo, établit une liste des maux qui rongent la nation, dont la dégradation de l'économie et des conditions de vie, l'amplification des fléaux sociaux, la corruption, le népotisme, le manque d'esprit civique, la fuite des responsabilités, le laisser-aller, mais surtout la démobilisation des citoyens par rapport à tout ce qui est politique. Pour lui, cette démobilisation trouve notamment ses sources dans les écarts entre les conditions de vie de la population et des dirigeants, dans la priorisation de l'intérêt personnel sur l'intérêt général et le manque de possibilités d'expression de la population sur les affaires nationales (sans doute le début de la censure). Il déplore également le déclin progressif des valeurs malgaches, dont le *fihavanana*, et demande aux chrétiens de s'engager plus dans la vie de leur nation pour changer la donne.

Le 27 septembre 1984, la CEM publie une lettre pastorale intitulée « Le pouvoir au service de la société » qui dénonce la monopolisation du pouvoir par l'État et la perte de la souveraineté nationale à cause de l'endettement. Le ton est ferme et accusateur : « On affirme que le peuple est souverain. Mais en fait, on le dépouille de tout pouvoir. On organise des simulacres d'élections pour arriver au pouvoir et pour s'y maintenir. Le peuple, du reste, ne s'y trompe pas : il ne vote pas, mais, comme il le dit, il dépose son bulletin dans l'urne. On ne reconnaît aucune expression légale aux partis d'opposition. Aucune possibilité de faire entendre des critiques. Malgré tous les slogans, ce n'est pas le bien du peuple que l'on vise [...] mais l'intérêt d'une oligarchie au pouvoir<sup>14</sup>. » Les évêques de la CEM insistent sur la nécessaire harmonisation des structures afin de détruire toute forme de monopole. La valorisation et l'instauration de tribunes d'expression pour les corps intermédiaires est requise, et le respect des droits et de la dignité de la personne humaine encouragé.

Le rapport que les évêques font au pape Jean-Paul II lors de leur visite *ad limina*<sup>15</sup> du 21 mai 1987 à Rome sur la situation malgache ne dévie pas de celui délivré dans ce communiqué, bien que près de trois ans se soient écoulés. Dans son communiqué intitulé « Le redressement de la nation », la CEM reconnaît quelques améliorations dans certains domaines de la vie nationale, mais elle déclare également que la situation est encore loin d'être reluisante et

que la raison du problème malgache est le dépérissement du *Fanahy maha-olona* (littéralement : « C'est l'esprit qui fait la personne humaine ») dont la racine profonde est l'égoïsme. Pour les évêques, la restauration de la paix sociale est primordiale. L'État doit respecter et faire respecter la loi, restaurer l'indépendance de la justice, lutter efficacement contre la corruption, prioriser la santé publique et créer des emplois correspondant aux qualifications des demandeurs. L'Église tient pour sa part à renforcer son action d'éducation civique.

Comparée aux périodes précédentes, cette période de crise a vu l'affirmation de l'Église catholique, à travers la CEM, mais aussi grâce à son inclusion au sein du FFKM, comme un contre-pouvoir politique. Tout en gardant son objectivité et en se servant toujours des principes de la doctrine sociale de l'Église comme référence, elle a osé invectiver le Pouvoir révolutionnaire et a gagné du terrain en termes d'audience.

### **Les crises sous la Troisième République : de Zafy au retour de Ratsiraka (1992-2000)**

Les élections de 1989 n'avaient pas apporté de changement notable à la situation malgache, tant sur le plan économique, social, que politique. Didier Ratsiraka était toujours au pouvoir et l'insécurité grandissante. Les partis de l'opposition commencèrent alors à se regrouper sous la dénomination de Forces vives et le FFKM, délaissant son vœu de neutralité, leur apporta un soutien officieux, en organisant une première conférence nationale du 16 au 19 août 1990, à laquelle les tenants du pouvoir s'abstinrent de participer. Cette expérience marqua une certaine scission au sein du FFKM puisque l'Église catholique, par le biais de mgr Albert Tsiahoana, alors président de la CEM, refusa également d'y participer, estimant que l'exercice dépassait les compétences et la vocation de l'Église.

Le FFKM organisa une deuxième Conférence nationale du 5 au 9 décembre 1990, réussissant cette fois à attirer quelques représentants du pouvoir qui, malgré tout, ne participèrent pas vraiment aux débats. Pendant ce temps, la crise battait son plein dans différentes parties du pays. Les émeutes et les protestations s'enchaînaient, suivies de nombreuses arrestations et de détentions arbitraires.

Craignant une issue sanglante aux tensions politiques, les évêques décident d'afficher leur position dans leur communiqué du 21 juillet 1991. Bien que soutenant les manifestations populaires non violentes, ils rappellent que l'Église n'a pas de solution politique à donner aux protagonistes et ne peut entraver le choix des citoyens. En plus d'encourager les négociations et une résolution pacifique de la crise, la CEM conseille également aux tenants du pouvoir

16. « Église et société à Madagascar », n° 5, « Textes bilingues des évêques de Madagascar (1995-2000) », Antananarivo, Foi et Justice, 2002, p. 57.

de procéder à une refonte de la constitution et du code électoral, sources selon elle d'une partie des contestations. Mais les événements s'enchaînèrent rapidement, aboutissant aux tragiques événements du 10 août 1991. Le Cardinal Victor Razafimahatratra, siégeant à Antananarivo, fut le premier à condamner ces exactions et à réclamer le départ de Ratsiraka.

La nouvelle constitution, adoptée le 19 août 1992, constitua pour les évêques un pas important dans la consolidation de la démocratie. Toutefois, les rivalités politiques et le marasme social et économique étaient loin d'être endigués. En septembre 1993, dans le cadre de la préparation du synode pour l'Afrique, les évêques dénoncent le dépérissement de l'État de droit et la recrudescence des abus de pouvoir, ainsi que l'inefficacité de la justice.

Le 25 mars 1994, la CEM publie une longue lettre pastorale intitulée « La démocratie », soulignant sa position en faveur de ce système dont elle situe la naissance à Madagascar « au matin de février 1989 », lorsque la censure a été levée. Elle se félicite des progrès politiques accomplis par le pays, et auxquels les *Raiamandreny* ont contribué en jouant un rôle de témoins, modérateurs et médiateurs.

Mais les aspirations à une amélioration de la condition sociale et à un assainissement des pratiques politiques sont une nouvelle fois déçues. La CEM lance un « Appel à la nation », le 24 octobre 1995, demandant plus de solidarité et d'unité pour un « sursaut national », mais demandant aussi la mise en place effective de l'État de droit. Cet appel a été suivi, le même jour, d'une lettre adressée à tous les responsables de la nation pour leur faire comprendre qu'ils ont échoué sur tous les plans et qu'ils ont piétiné les espoirs de millions de citoyens. Parmi les mesures urgentes à adopter, la CEM préconise la mise en œuvre de la séparation des pouvoirs, accompagnée par une définition claire des rôles de l'État et de la société civile pour la production de résultats plus significatifs dans l'avancement de la nation. À tous les niveaux, il faut « servir et non se servir », car « là où l'ambition personnelle, l'enrichissement rapide, le népotisme et le clientélisme ont prévalu chez les responsables politiques, là réside la principale raison de notre échec collectif<sup>16</sup>. »

Ces appels de l'Église ne trouveront pas de réponse immédiate auprès des concernés et, devant le blocage total de la situation politique, des élections anticipées sont organisées en 1996. Les évêques ont tenu à s'exprimer avant le scrutin, pour marteler que l'Église ne soutenait aucun candidat – se démarquant ainsi de l'image que renvoyait le FFKM – mais aussi pour inciter les électeurs à voter et pour mettre en garde les politiciens contre les pressions ou manœuvres destinées à influencer sur les choix des citoyens.

En 1998, le projet de révision de la constitution de la Troisième République – à la rédaction de laquelle le FFKM avait pris part en 1991 – fit sortir le même FFKM de la léthargie dans laquelle il semblait avoir plongé depuis plusieurs années. Le FFKM dénonce une refonte quasi-totale du texte constitutionnel au lieu d'une simple révision et fait notamment ressortir le danger que représente l'accroissement des pouvoirs du président de la République.

En septembre 1998, les évêques se rendent de nouveau à Rome pour leur visite *ad limina* au pape, et le cardinal Razafindratandra livre à cette occasion un discours qui résume la situation politique malgache. Si, pour lui, les libertés semblent désormais tangibles à Madagascar, de nombreux dysfonctionnements demeurent. D'abord au niveau du FFKM dont le problème « est de garder son indépendance au milieu de toutes sortes de sollicitations, à la limite de la récupération politique<sup>17</sup> », puis au niveau de l'Église catholique elle-même qu'il estime avoir été plus efficace sur le plan politique qu'au niveau du social, dénotant ainsi un écart avec ses objectifs premiers. Il se réfère aux données de la Banque mondiale<sup>18</sup> pour décrire la situation sociale précaire des Malgaches et dénonce la corruption comme étant l'un des principaux vices qui minent l'économie et empêchent toute amélioration des conditions de vie. La population a le sentiment d'être abandonnée et ne sait plus à quoi se raccrocher, d'où un engouement croissant pour les sectes, qui lui font miroiter un avenir meilleur.

Face aux élections programmées en décembre 2000, les évêques demeurent sceptiques car le processus est jugé hâtif et précipité, ne permettant pas une information complète des électeurs sur les enjeux et les objectifs de ces élections. Pour eux, l'adoption des textes devant accompagner et encadrer la mise en place des provinces autonomes a été faite « à la sauvette », et la répartition des pouvoirs entre l'État et les provinces autonomes est assez floue. Les évêques demandent le report des élections provinciales dans leur déclaration du 6 août, mais leur requête ne sera pas entendue. À l'issue du scrutin, et malgré une forte abstention, les provinces autonomes sont officiellement mises en place.

Cette période marquée par la démocratisation de Madagascar, mais aussi par la chute puis le retour triomphal de Ratsiraka au pouvoir, a révélé la capacité de médiation politique de l'Église – même si celle-ci a souvent été gênée par l'attitude et les orientations du FFKM. L'appauvrissement continu de la population et les tensions politiques perpétuent la crise, même si elle semble latente.

## De la crise de 2002 à l'année 2014

Cette période de crise couvre deux pics importants : les événements de 2002 et ceux de 2009 qui sont tous deux caractérisés par un changement de pouvoir discutable. Les 45 communiqués de la CEM publiés au cours de cette période donnent une lecture intéressante, quoique parfois partisane, de la crise et révèlent encore une fois les limites floues entre engagement clérical et expression citoyenne.

17. *Ibid.*, p. 111.

18. La Banque mondiale révèle à l'époque que 70 % des Malgaches vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. Ce chiffre serait passé à 92 % en 2013 selon les estimations de la même institution, restituées

dans l'article « Madagascar : chiffrer les coûts de la crise politique », publié le 5 juin 2013.

19. La CEM tentera de justifier ces prises de position dans son communiqué « Engagés dans les affaires nationales » du 1<sup>er</sup> mai 2003.

Pour elle, le fait que les religieux manifestent leurs opinions politiques est acceptable face à l'injustice, mais il ne faudrait pas que cela devienne une habitude, car l'Église doit rester unie et doit éviter de créer des divisions au sein de ses propres structures.

En prévision de l'élection présidentielle de décembre 2001, les évêques sortent le 16 novembre un communiqué appelant tous les acteurs concernés à une conduite responsable et à une sereine acceptation des résultats des élections, quels qu'ils soient. Après une campagne houleuse, le scrutin du 16 décembre se déroula dans un calme relatif. La situation prit un autre tournant après la publication des résultats. Le camp Ravalomanana, convaincu d'une victoire au premier tour avec 52 % des voix, réclama la confrontation des procès-verbaux par la Haute Cour constitutionnelle. S'ensuivirent des mois d'affrontements latents et parfois violents entre les deux camps, ponctués par des tentatives de médiation du FFKM et de la communauté internationale. Pris dans le tourbillon des événements politiques, des religieux et religieuses catholiques défilèrent pacifiquement avec les manifestants pro-Ravalomanana sur la place du 13 mai.

Le 13 février 2002, en plein cœur de la crise politique, les évêques de la CEM sortent une étude consistante, à la tournure à la fois académique et moralisatrice, sur la corruption qui sévit à tous les niveaux de la société. La pauvreté et la perte du sens réel du *fihavanana* au profit du népotisme sont considérées par les évêques comme les principales sources de la corruption.

Quelques jours après, le 22 février, Marc Ravalomanana « s'auto-investit » président de la République, mais la communauté internationale hésite à le reconnaître comme tel. Devant cet accueil mitigé, le président de la CEM – le cardinal Razafindratandra, et son secrétaire coordinateur, le frère Vincent Rabemahafaly, décident d'adresser en leur nom personnel une missive aux conférences épiscopales de plusieurs pays afin de les amener à influencer leurs gouvernements respectifs pour qu'ils approuvent l'investiture de Marc Ravalomanana. Cette initiative ne connut qu'un succès limité et leur a valu une volée de critiques étant donné sa connotation partisane. Cette prise de position n'est pas un cas isolé puisque le 8 mars 2002, la conférence des supérieures majeures féminines adressèrent une lettre intitulée « Respecter le choix du peuple » au cardinal Angelo Sodano, alors secrétaire d'État du Vatican<sup>19</sup>. Les religieuses y rejoignent la position du président de la CEM et réclament une clémentine compréhension de leur engagement aux côtés du peuple malgache. Cette lettre ne reçut aucune réponse officielle de la part du Vatican.

Le nouveau pouvoir en place se présente comme un régime chrétien et met en avant le principe du *fahamarinana/fahamasinana* (littéralement « justice et sainteté ») comme pierre angulaire de la gestion des affaires nationales. Cette approche singulière sera notamment exposée à Jean-Paul II par l'ambassadeur Jean-Pierre Razafy-Andriamihaingo lors de la présentation de ses lettres de créances au Vatican, le 13 décembre 2002.

En septembre 2003, l'évêque et les prêtres du diocèse de Morondava lancent un appel de détresse au titre évocateur, « Sauvez-nous ! », aux dirigeants. Ils dénoncent l'indifférence totale de l'État par rapport à l'insécurité qui prévaut depuis des années dans leur région. Cet appel sera relayé par la CEM dans son communiqué de novembre 2003 dans lequel elle souligne une



détérioration certaine de la condition sociale des Malgaches. Lors de la visite *ad limina* au pape Benoît XVI, le 18 juin 2005 – soit presque deux ans après – le constat des évêques n'a guère changé. Il a même empiré. Ils déclarent en termes peu amènes que « malgré la déclaration du régime depuis l'an 2002 pour un "développement rapide et durable" dans un esprit "de justice et de sainteté", des plaies comme la corruption ou la pratique profiteuse de certains dirigeants, des maux comme l'insécurité sociale en ville et dans les campagnes, continuent à miner le pays<sup>20</sup> ». Ce constat sera repris dans le reste des communiqués qui marquent la transition vers le septième recueil des communiqués de la CEM qui est divisé en deux chapitres distincts : « La montée des tensions (2006-2008) » et « Le temps des crises (2009-2010) ».

La montée des tensions commence après les élections présidentielles de 2006 à l'issue desquelles Marc Ravalomanana fut réélu. Dans son « Message à l'Église et à la nation » en date du 23 février 2007, la CEM se pose des questions sur le referendum constitutionnel prévu se tenir le 4 avril 2007. Elle prévient le régime sur les conséquences désastreuses engendrées par la précipitation et dénonce un « diktat impérieux » qui foule aux pieds le droit d'autrui ou de sa religion. La collusion entre le FJKM (Église protestante réformée, membre du FFKM) et le pouvoir est en effet à l'époque manifeste et des Églises dites mineures ainsi que des associations culturelles sont légalement poursuivies et contraintes de fermer.

Le 26 mars, les présidents de la CEM et de la commission « Justice et paix » reviennent à la charge pour relancer les débats sur l'opportunité du referendum et relever des points supplémentaires qui leur semblent critiques dans le projet de constitution, notamment le déséquilibre des pouvoirs entre le président de la République et les deux Chambres du parlement, devenues symboliques. Ce matraquage médiatique des évêques ne réussit pas à influencer les résultats du referendum puisque la nouvelle Constitution fut votée avec un taux de participation discutable. À partir de ce point de l'histoire, les critiques contre le régime, émanant notamment d'organisations de la société civile, se firent de plus en plus virulentes, occasionnant une répression tout aussi cinglante<sup>21</sup>. Le 16 juin, le conseil permanent de la conférence épiscopale publie un communiqué intitulé « Levez-vous, prenez vos responsabilités », qui montre que la rupture entre l'Église catholique et le régime de Marc Ravalomanana, était bel et bien consommée.

**20.** « Église et société à Madagascar », n° 6, « Textes bilingues des évêques de Madagascar (2001-2005) », Antananarivo, Foi et Justice, 2007, p. 146.

**21.** À titre d'exemple, le père Sylvain Urfer, actif notamment au sein du SeFaFi (*Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena* ou Observatoire de la vie publique) fut expulsé du territoire malgache le 11 mai 2007,

suscitant des réactions outrées de l'ensemble de la société civile malgache et des représentations diplomatiques. Les évêques de la CEM qualifièrent cet acte de « violation des droits de l'homme ».

**22.** *Karajia* signifie « discussion » ou « échanges » en malgache. C'était également le titre d'une émission quotidienne programmée sur la radio catholique Don Bosco, à couverture

nationale, pendant laquelle les auditeurs étaient invités à s'exprimer en direct. Cette tribune avait favorisé l'expression de nombreuses critiques de citoyens ordinaires contre le régime Ravalomanana, d'où sa fermeture forcée.

**23.** Les sources divergent à ce propos et aucun bilan officiel n'est disponible.

Le bilan de l'année 2007 dressé par les évêques va dans ce sens. En analysant le taux de participation aux différentes élections organisées cette année, ils en viennent à la conclusion que la population désavoue le pouvoir en place et justifie cette attitude par la peur (du régime) qui sévit dans la plupart des milieux, ainsi que par les désavantageuses conditions économiques dans lesquelles vivent les Malgaches. En janvier 2008, l'émission *Karajia*<sup>22</sup> de la radio Don Bosco est suspendue, attisant la colère de la commission épiscopale « Justice et paix » qui réclame, deux fois de suite et sans succès, sa réouverture.

Le temps des crises survient avec l'élection d'Andry Rajoelina à la tête de la mairie d'Antananarivo et les nombreux conflits qui l'opposent au président Ravalomanana. Les propos virulents qu'il émet contre le régime aboutissent à des pillages sans précédent, à Antananarivo et dans plusieurs autres villes, le 26 janvier (le « Lundi noir »). Les affrontements entre les pilleurs et les forces de l'ordre firent de nombreuses victimes, amenant les évêques à publier un communiqué appelant au calme trois jours plus tard. Ce message sera suivi par un « Appel à la nation », le 4 février, dans lequel les évêques font part d'une proposition pour sortir le pays de la crise, en appelant six représentants des protagonistes (trois pour chaque camp) à se rencontrer sous la médiation de la CEM. Aucune suite n'y sera donnée.

Le 7 février 2009, Andry Rajoelina et ses partisans, accompagnés par une foule endoctrinée, marchèrent sur le palais d'Ambohitsorohitra, provoquant une tuerie qui fit plus d'une trentaine de morts<sup>23</sup> et près de 300 blessés. Le même jour, Andry Rajoelina se proclama président de la Haute Autorité de la transition et nomma Monja Roindefo Premier ministre. Ces événements furent condamnés par l'ensemble de la communauté internationale. Curieusement, dans leur communiqué du 13 février 2009, les évêques sont moins virulents qu'à leur habitude, lorsqu'il s'agit de dénoncer des pertes en vie humaine et des imbroglios politiques. Ils en appellent au *fihavanana* et au renforcement de l'unité nationale pour solutionner la crise. Devant la répression et l'insécurité qui sévissent dans plusieurs régions de l'île, ils publient dix jours plus tard un communiqué condamnant le régime Ravalomanana. Le 17 mars 2009, à l'épiscopat d'Antanimena, siège de la CEM, se déroule la passation de pouvoir entre l'éphémère directoire militaire auquel Marc Ravalomanana aurait conféré les pleins pouvoirs, et Andry Rajoelina. Le 24 mars 2009, les évêques de la CEM approuvent l'installation d'Andry Rajoelina comme président de la Haute Autorité de la transition. Une réaction qui frustra bien des fidèles, surtout ceux qui voulaient échapper à l'étiquetage des catholiques comme pro-Rajoelina.

Jugeant que la crise est loin d'être résolue et que le pays est en reconstruction, les évêques proposent la création d'une commission « Vérité et réconciliation ». Ils préconisent l'organisation d'assises nationales pour mettre un terme au fort sentiment de rejet et de déception de la population envers les politiques. Les évêques évoquent également, en termes détournés, la nécessité d'une révision constitutionnelle qui devait corriger les dissensions et disfonctionnements politiques. Ils se réfèrent entre autres au rétablissement de la

Haute Cour de justice ; à l'âge limite pour être élu président, avec mention de la durée et du nombre de mandats ; au renforcement de la liberté d'expression et de manifestation ; à l'accès de tous à tous les médias ; à des élections libres et sans fraude ; à la transparence dans le financement des partis et des campagnes électorales ; à l'adoption d'un statut sur les partis politiques à Madagascar ; à la transparence dans l'utilisation de l'argent et des biens publics ; à l'instauration d'une décentralisation effective et au statut des anciens présidents. À bien y regarder, la majorité de ces propositions se retrouvent dans la constitution controversée adoptée par voie référendaire le 17 novembre 2010. Ce qui signifie que les dirigeants écoutent et suivent parfois les directives de la CEM, mais laisse aussi supposer que certains évêques entretiennent des relations poussées avec certains dignitaires du pouvoir<sup>24</sup>, la force du clergé catholique en tant que corps n'ayant jamais pu être mesurée de façon métrique.

Le 11 février 2010, la CEM déplore l'évolution catastrophique de la Transition vers un culte de l'argent et du pouvoir. L'insécurité est à son comble, la pauvreté galopante et le dialogue politique sont bloqués. Devant l'échec apparent de la médiation internationale, les évêques suggèrent l'éventualité d'une résolution malgacho-malgache de la crise. Ils mettent en garde l'ensemble des acteurs de la crise contre l'instrumentalisation de la foi et, paradoxalement, loin de l'approbation donnée publiquement aux autorités de la transition un an plus tôt, déclarent que « l'Église catholique n'a pas de projet politique à proposer et ne cautionne aucun pouvoir ». Les évêques souhaitent une fin rapide de la Transition et l'émergence d'une structure stable et durable à Madagascar.

Le 17 février 2011, les évêques sortent un communiqué en demi-teinte intitulé « Nous sommes encore sur le pont de la transition ». Quelques mois plus tard, le 11 août 2011, les évêques réitèrent dans un communiqué leur diagnostic plus que négatif de la situation politique, sociale et économique : « La nation est malade. » Les évêques jettent sans concession la pierre aux politiciens, les accusant d'être à l'origine de tous les maux dont souffre le pays. L'inconstance et l'indécision du pouvoir de fait quant à la réalisation des dispositions de la feuille de route laissent les observateurs dubitatifs. Un an plus tard, le 10 août 2012, le tableau est toujours aussi sombre, « Les réactions et attitudes du monde politique dépassent l'entendement ». Trop de partis, trop de structures inadéquates, et une recherche inassouvie de profits personnels et de pouvoir figurent pour les évêques parmi les raisons qui font que Madagascar s'englu dans la crise politique.

La multiplication des tentatives ratées de médiation amène les évêques à reprocher à la communauté internationale sa trop grande ingérence dans les

**24.** Si le cardinal Razafindratandra ne cachait pas à son époque son amitié pour Marc Ravalomanana, Mgr Odon Razanakolona préférerait quant à lui la compagnie d'Andry Rajoelina qui se montra en catholique

accompli durant ses sorties publiques. Ce type de comportement, quoique humainement compréhensible, signe le désaveu du serment de neutralité politique fait par ces religieux. Et même si la CEM a

toujours essayé de protéger son unité et de présenter au public une image lisse, il est certain que des dissensions internes, d'ordre politique, y ont semé la discorde et, ceci, à chaque période de crise.

affaires malgaches, et à la partie malgache sa léthargie. Dans « La vérité vous rendra libres », communiqué du 16 novembre 2012, la CEM se demande ainsi si les Malgaches sont vraiment indépendants. Leur déclaration reflète l'irritation et l'incompréhension qui dominent l'opinion publique malgache, face aux solutions venues d'ailleurs auxquelles les acteurs malgaches de la crise ont pourtant souscrits. Pour les évêques, le problème malgache ne pourra être solutionné que par la mise en œuvre de la justice et de la réconciliation.

Le 18 avril 2013, le FFKM se lance dans une ultime tentative de réconciliation en organisant une rencontre au CCI Ivato dont le bilan est mitigé puisqu'aucun consensus ne semble atteint. Les évêques redoutent une réconciliation purement politique qui s'éloignerait du premier objectif de la démarche du FFKM, à savoir l'instauration d'un processus en quatre étapes incluant pardon, conversion, vérité et réconciliation. Dans les faits, le FFKM ne pourra organiser aucune autre rencontre.



**« Bible et pouvoir » à Madagascar.** La puissance des Églises chrétiennes à Madagascar se révèle dans leur implication dans le champ du politique. Sur cette photographie, de gauche à droite, se trouvent les quatre personnalités les plus importantes de ces Églises : Lala Rasendrahaina, pasteur de l'Église protestante, l'Église de Jésus-Christ de Madagascar (FJKM), Andor Modeste de l'Église luthérienne de Madagascar, (FLM), monseigneur Odon Razanakolona, évêque et chef de l'Église catholique de Madagascar (FFKM) et monseigneur Anselme Jaona Ranarivelo, chef de l'Église anglicane. Ils se sont rassemblés pour une messe œcuménique sur la scène du Centre de conférence internationale d'Ivato, le 18 avril 2013, devant l'ensemble des représentants de la classe politique malgache, anciens présidents, Premier ministre et ministres, pour une ultime tentative de réconciliation lors de la période de transition. Le bilan de cette rencontre est mitigé puisqu'aucun consensus ne semble atteint. Les évêques redoutent une réconciliation purement politique qui s'éloignerait du premier objectif de la démarche du FFKM, à savoir l'instauration d'un processus religieux de réconciliation en quatre étapes incluant pardon, conversion, vérité et réconciliation. Dans les faits, le FFKM ne pourra organiser aucune autre rencontre. Photo d'Élysée Rakotoarijaona, Ivato, Madagascar, 18 avril 2013.

Les élections se tinrent finalement en octobre et en décembre 2013, après des mois de bras-de-fer et de tergiversations, aboutissant finalement à l'exclusion des principaux protagonistes de la crise, mais aussi après la reconstitution de la cour électorale spéciale (CES) et la campagne cacophonique des trente-trois candidats, associées à une préparation matérielle plus que critiquable du scrutin et une éducation électorale quasi-inexistante. Hery Rajaonarimampianina, ancien ministre de la Transition et candidat soutenu par Andry Rajoelina, est investi premier président élu de la controversée Quatrième République le 25 janvier 2014. La mise en place de l'Assemblée nationale, la nomination du Premier ministre et la formation du gouvernement ont donné lieu à de nombreuses dérives à propos desquelles les évêques se gardèrent bien d'émettre des commentaires.

Le 28 mars 2014, lors de la première visite *ad limina* des évêques malgaches auprès du Pape François, ils lui adressèrent un discours intitulé « Accompagner le peuple dans son redressement » qui résume leurs inquiétudes quant à la fragilité de la situation, ainsi que leur intention d'apporter leur soutien à la reconstruction du pays.

### La parole de l'Église catholique est-elle entendue ?

Samuel Huntington (1993) avait vu dans l'Église catholique romaine un facteur essentiel de la troisième vague de démocratisation qui avait déferlé sur le monde dans les années 1970 et 1980, surtout dans les pays latino-américains, à forte majorité catholique. Au lendemain du concile Vatican II (1962-1965), Rome avait opéré un virage radical dans sa position politique, passant d'une opposition marquée envers la démocratie à une acceptation mitigée de celle-ci, avant l'aboutissement à une acceptation sans condition appuyée sur des bases théologiques. Le concile Vatican II posait en effet comme principes la reconnaissance des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté religieuse comme faisant partie intégrante du message évangélique catholique<sup>25</sup>. La proclamation de la « théologie de la libération », doctrine prônant la justice sociale envers les pauvres, apparue pendant la conférence des évêques latino-américains à Medellin, en 1968, n'avait fait que mieux asseoir cette nouvelle orientation, suivie par toutes les antennes catholiques du monde – avec plus ou moins de succès, selon les contextes locaux (Diamond *et al.*, 2005).

En se penchant sur le cas de Madagascar, l'étude des communiqués de la CEM montre des résultats mitigés. D'un côté, il apparaît clairement que l'expression de la pensée politique catholique a évolué depuis 1889. Si, avant la décolonisation, une plume et des idées francophiles se devinaient derrière les écrits des

25. Les références en la matière sont l'encyclique *Pacem in Terris* du pape Jean XXIII, écrit en 1963, l'encyclique *Dignitatis Humanae* de Paul VI, publié

en 1965, et l'encyclique *Centesimus Annus* de Jean-Paul II, publié en 1991.

26. Voir les actes du colloque « Mettre fin à la fragilité : construire le

présent à la place du futur », Banque mondiale, Antananarivo, 16-18 juin 2014.

évêques, le retour de Madagascar à l'indépendance a peu à peu brisé ce carcan. Les communiqués de la CEM ont progressivement pris un visage plus humain, correspondant mieux aux réalités malgaches. Au fil des années, des régimes politiques et des crises, et surtout après le revirement doctrinal de Vatican II, la parole des évêques s'est faite plus audacieuse et plus incisive envers les politiques. Le statut d'« amie des pauvres » de l'Église catholique s'est renforcé aux yeux du public – notamment par le biais de l'action du père Pedro Opeka, et le système éducatif catholique est toujours une référence de qualité à Madagascar.

Mais, de l'autre côté, force est de constater que la récurrence des crises malgaches n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. Les cycles de crise se raccourcissent, leur intensité s'amplifie<sup>26</sup>, et la fragilité devient un état permanent. Les évêques en sont conscients et consignent notamment dans leur communiqué du 24 mars 2009 : « Ces crises chroniques nous interpellent, car elles révèlent des dysfonctionnements structurels dans notre vie politique nationale, incapable d'assurer la paix et le développement réel. Les valeurs fondamentales, base des droits de l'homme et de la vie en société, ne sont pas respectées. » Cette persistance des crises ne signe-t-elle pas quelque part l'échec des tentatives de responsabilisation et de moralisation de la vie politique initiées par l'Église catholique depuis plusieurs décennies ? De même, la CEM et le FFKM n'ont pas été épargnés par la politisation de certains de leurs éléments, ternissant quelque peu leur image aux yeux des observateurs et du grand public, et limitant automatiquement la portée de leurs actions.

La lecture des crises par la CEM fait ressortir trois principales catégories de phénomènes considérés comme les éléments fondateurs de chaque crise : la pauvreté chronique de la population, la défaillance des institutions étatiques causée en partie par la vénalité des hommes politiques, et le manque d'éducation. L'État a une grande part de responsabilité dans la survenance de ces crises car il a failli à son devoir de protection du citoyen et de service à la nation, et la dénonciation par la CEM des mêmes maux sur des périodes différentes l'attestent. Mais, en plus de ces trois grands problèmes chroniques, la préface du sixième recueil (2001-2005) de la CEM, rédigé par Mgr Odon Razanakolona, révèle une autre source potentielle de crises : « Les événements de 2001-2002 représentent certainement la période la plus troublée de l'histoire du pays. Entachée d'irrégularités électorales, de violations constitutionnelles, d'affrontements ethniques et de menaces pour l'unité nationale, elle laissera des traces durables, non seulement dans l'économie nationale qui en fut gravement affectée, mais aussi et plus encore par les rancœurs accumulées qui n'ont été apaisées ni surmontées à ce jour. »

Ces rancœurs sont alimentées par les déceptions<sup>27</sup> et le désir de vengeance des politiciens, mais aussi par les pertes matérielles essuyées au sortir de chaque crise. Ceux qui ont été évincés du pouvoir veulent le récupérer. Ceux qui l'ont conquis – par des moyens plus ou moins avouables, veulent le conserver à tout prix, tandis que ceux qui n'ont jamais réussi à s'introduire dans le circuit du pouvoir brandissent la pancarte du changement afin de s'assurer la confiance et

les voix de la population. Prémunis coupables, fautifs et victimes de la politique politicienne veulent ensuite asseoir la réconciliation nationale, assortie à des mesures d'amnistie, pour se refaire un nom et pouvoir mieux recommencer le jeu par la suite. Prônant par principe le pardon et la réconciliation, l'Église est appelée à contribution dans ce processus qui n'a pourtant rien de candide. Le risque d'instrumentalisation de l'Église par l'État et le corps politique est élevé.

En un mot, malgré ses bonnes intentions, l'Église catholique, à travers la CEM, semble avoir prêché dans le désert. Même Mgr Tsarahazana, l'actuel président de la CEM, émet des doutes sur le sujet : « L'impact de l'Église dans le pays est réel. Je crois pouvoir dire que notre voix est écoutée. Est-elle entendue ? C'est une autre histoire<sup>28</sup>. » Et même si le secrétaire coordinateur de la CEM assure que les dirigeants s'empressent toujours de demander à l'épiscopat une copie de chaque communiqué publié, et qu'ils s'y réfèrent dans leurs discours publics, nul ne peut être sûr de l'usage qu'ils en font en réalité.

Mais, et c'est sans doute la question la plus intéressante de cet article, alors que tout semble l'accabler, l'Église catholique a-t-elle réellement échoué dans sa démarche politique ? En respect du principe de la « double tolérance » (Stepan, 2001) en effet, les autorités politiques permettent le libre exercice de l'activité religieuse, sans la moindre limite ni discrimination, tandis que les organisations et autorités religieuses abandonnent de leur côté toute prétention à exercer un pouvoir politique direct tout en conservant la liberté d'user de tous les moyens pacifiques de persuasion (communiqués, éducation électorale) pour tenter de peser sur les choix politiques. Si l'Église catholique malgache radicalisait son action politique, en intervenant par exemple directement auprès du Parlement ou en adoubant la candidature d'un prêtre (force de changement) à une fonction électorale, elle transgresserait la frontière sacrée entre l'État et la religion et marquerait un retour à une pratique archaïque du pouvoir dans laquelle le clergé fait partie de l'État. L'Église est trop fine stratège pour oser rompre ce principe de double tolérance.

## Conclusion

L'Église catholique a toujours joué un rôle crucial dans le quotidien des Malgaches, en temps de crise ou de paix, car elle travaille au plus près du peuple, et est composée de citoyens – laïcs ou non. Notre analyse vient confirmer un constat déjà mis en avant par François Roubaud (1998) dans son étude sur la religion et les pratiques religieuses à Antananarivo, « les Églises ont su rester en prise avec les préoccupations fondamentales de la population ». L'Église fonctionne sur la base d'une doctrine sociale qui, au fond, est en elle-même une doctrine politique. Il est donc envisageable de penser que l'Église catholique préfère donner la priorité à son rôle social et évangéliste afin de rester en

27. La perte de *voninahitra*, honneurs liés à une haute fonction, étant un affront de taille pour le Malgache.

28. « Accompagner le peuple dans son redressement », discours de Mgr Désiré Tsarahazana, président de la

CEM, devant le pape François, lors de la visite *ad limina* du 28 mars 2014.

confiance avec la population et de pouvoir manipuler celle-ci indirectement. Son action politique, aussi discrète soit-elle, n'est pas pour autant inexistante, et est complétée indirectement par ce succès social. D'ailleurs, d'après l'analyse de Tocqueville (1993), basée sur sa compréhension du système politique américain, pour réussir, la démocratie devra nécessairement s'accompagner d'une éducation morale ancrée dans la foi religieuse. L'Église catholique peut continuer à assurer ce rôle éducatif qu'elle tient déjà assez bien, en balisant tous les acteurs de la société (tant civile que politique) et en se plaçant comme une autorité morale de référence.

Pour éviter les critiques et assurer objectivement le rôle de médiateur de conflits qu'elle peut encore être amenée à tenir, l'Église doit éviter un obstacle majeur : la politisation de ses éléments. Car, sinon, cette politisation pourrait elle-même mettre le feu aux poudres d'une nouvelle crise.



## Bibliographie

**Banque mondiale, IEP** (2014), Actes du colloque « Mettre fin à la fragilité : construire le présent à la place du futur », Antananarivo, 16-18 juin.

**Conférence épiscopale de Madagascar**, « Église et société à Madagascar », n° 1 à 7, « Textes bilingues des évêques de Madagascar », Antananarivo, Foi et Justice.

**Diamond, L., Plattner, M.F., Costopoulos, P.J.** (2005), *World Religions and Democracy*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

**Hungtinton, S.P.** (1993), *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press.

**Randriamamonjy, F.** (2006), *Tantaran'i Madagasikara 1895-2002*, Antananarivo, Trano Printy Fiangonana Loterana Malagasy.

**Randrianja, S.** (2001), *Société et luttres anticoloniales à Madagascar de 1896 à 1946*, Paris, Karthala.

**Randrianja, S.** (2012), *Madagascar : le coup d'État de mars 2009*, Paris, Karthala.

**Ravaloson, J.** (1994), *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan.

**Razafimpahanana, B.** (1993), *Changement de régime à Madagascar*, Antananarivo, Librairie Mixte.

**Roubaud, F.** (1998), « Religion et pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo : la diversité dans la tolérance », projet MADIO, version provisoire, mars.

**Salamon, L.M. et al.** (1999), *Global Civil Society. Dimensions of the Nonprofit Sector*, Baltimore, The Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project.

**Stepan, A.** (2001), *Arguing Comparative Politics*, Oxford University Press.

**Tocqueville, A. (de)** (1993), *De la démocratie en Amérique*, t. I et II, Paris, Garnier-Flammarion.

**Urfer, S.** (2010), *La Crise et le Rebond*, Antananarivo, Foi et Justice.